

Affaires courantes

NPD puisse proposer que nous acceptions cette proposition.

Le NPD a proposé que nous approuvions ce rapport, alors que la recommandation n° 36 dit, et faites bien attention à cela:

Que le gouvernement du Canada privatise Postes Canada une fois que la société aura atteint un rendement financier comparable à celui des entreprises privées et que les relations industrielles se seront améliorées.

Les libéraux refusent d'accepter cela. Nous voulons au contraire que la Société des postes reste une société d'État. Notre parti s'est clairement prononcé en faveur de cela. Nous ne pouvons donc pas approuver une proposition comme celle-là.

M. Keyes: Pensez-vous que M. Parrot est d'accord?

M. Boudria: Je ne pense pas que M. Parrot soit d'accord avec cela non plus. Je pense qu'il est de notre côté lorsqu'il dit que la Société devrait continuer à être une société d'État.

La recommandation n° 37 du gouvernement, que l'on nous demande d'accepter. . .

M. Gauthier: Que le NPD demande d'accepter.

M. Boudria: Oui, que le NPD nous demande d'accepter comme le rappelle mon collègue. Je m'excuse, je l'avais presque oublié. Il est difficile d'imaginer cette proposition. On nous demande d'approuver ceci:

Que le plan de privatisation prévoie l'émission publique d'actions ainsi qu'un régime de souscription des employés au capital social.

Les libéraux veulent que cette recommandation soit supprimée. Nous ne l'approuvons pas.

On nous demande aussi d'approuver ce qui suit:

Que, en cas de privatisation, Postes Canada soit réglementée par un organisme de réglementation indépendant investi de pouvoirs de décision.

Les libéraux ne veulent pas que Postes Canada soit privatisée. Non seulement nous n'approuvons pas toutes ces choses qu'on nous demande d'approuver ce matin. . .

M. Keyes: C'est le NPD qui le demande.

M. Boudria: Mon collègue me rappelle que c'est le NPD qui nous le demande. Je l'avais presque oublié. Les libéraux veulent aussi que Postes Canada rétablisse son identité de société d'État, qu'elle ait un programme qui reflète son rôle en tant qu'institution du gouvernement du Canada.

Nous croyons qu'il est important pour la Société canadienne des postes d'avoir le drapeau du Canada dans son emblème. Le gouvernement du Canada a permis à Postes Canada d'adopter un nouveau nom et un nouvel emblème. Il s'agit simplement d'une aile, accompagnée des mots «Mail» et «Poste». Il n'y a rien de mal à cela. Cependant, la société a enlevé le drapeau du Canada de son emblème, et nous n'approuvons pas cette initiative. Elle a enlevé le mot «Canada» de son nom. Nous voulons remettre le mot «Canada» dans le nom de la société. C'est là une recommandation minoritaire du Parti libéral. Nous ne voulons approuver rien d'autre.

Nous voulons aussi que Postes Canada voie à ce que les points de vente au détail, ces emplois privatisés que le ministre aime tant, ne vendent pas les timbres à un prix inférieur au prix de détail. Actuellement, il y a des chaînes de magasins qui vendent les timbres à perte pour attirer la clientèle. Nous croyons que c'est mal et voulons prendre des mesures pour empêcher que cela se produise.

On pouvait lire l'éditorial suivant dans la *Montreal Gazette* de ce matin, et je veux que le ministre écoute bien. L'article, intitulé «La poste est un service public», disait ceci:

Certains conservateurs à Ottawa ont un besoin presque maladif de privatiser pour le plaisir de privatiser.

Leur dernière cible est Postes Canada. Les députés conservateurs membres du comité parlementaire, avec la bénédiction du gouvernement Mulroney, viennent de recommander que la société d'État soit vendue dès qu'elle sera assez rentable pour intéresser les investisseurs privés.

L'éditorial poursuit:

Est-ce qu'un réseau postal privatisé conserverait les bureaux de poste ruraux? Est-ce qu'il ferait disparaître les superboîtes si exécutées? Est-ce qu'il continuerait d'exercer les activités «non rentables», par exemple la distribution du courrier dans les coins perdus du pays? Diable que non. Au contraire, il aurait plutôt tendance à rogner encore plus les services dans ces domaines—surtout dans les coins reculés—quand ils ne sont pas rentables. Pourtant ce service est évidemment conforme à l'intérêt national.

Maintenant que Postes Canada n'est plus une charge pour le Trésor, le gouvernement ne devrait pas songer à vendre ses composantes rentables au plus offrant. Il devrait songer à se servir de ses bénéfices pour rembourser les contribuables des longues années de déficit et pour rétablir les services supprimés.

Je tiens à faire connaître très brièvement au ministre un exemple tangible en lui rapportant ce qui est arrivé à un bureau de poste dans ma circonscription. Hier, le ministre a dit qu'on ne ferme des bureaux de poste ruraux que lorsque l'occasion s'en présente tout